

Mettre un terme à la pauvreté dans le monde : le débat est-il clos ?

par Jan Vandemoortele, Groupe de lutte contre la pauvreté, PNUD

Les stratégies de lutte contre la pauvreté semblent étonnamment identiques, même pour des pays qui sont confrontés à des défis très différents. Cela pourrait conduire à penser que le débat sur la pauvreté est désormais clos – que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n'est qu'une simple question d'application des « bonnes » politiques au niveau national (Vandemoortele, 2004).

Les tenants de cette théorie des « bonnes » politiques affirment en substance que les droits sociaux et économiques sont mieux réalisés dans le contexte d'une croissance rapide. Mais cette foi en le pouvoir de la croissance économique et cette vision de la réduction de la pauvreté comme sous-produit automatique de la stabilité macroéconomique ne sont pas universellement partagées.

Ainsi par exemple, les informations récentes concernant la Chine montrent que croissance et réduction de la pauvreté ne vont pas toujours de pair. Malgré la croissance très rapide qu'a connue la Chine, le nombre de pauvres dans ce pays est demeuré identique entre 1996 et 2001. Savoir pourquoi une croissance aussi remarquable, qui s'est poursuivie pendant cinq années consécutives, n'a eu aucune répercussion positive pour les 212 millions de personnes estimées qui luttaient pour survivre avec moins d'un dollar par jour est une question controversée.

La célébration du centenaire de l'aviation offre une analogie pertinente. Les principaux protagonistes dans la course à l'invention de la première machine volante étaient Samuel Langley et les frères Wright. La stratégie de Langley consistait à rechercher la puissance pour faire prendre de l'altitude à sa machine théoriquement stable, tandis que les frères Wright se concentraient sur la conception de l'avion pour le faire décoller. De la même manière, il existe deux paradigmes du développement humain : l'un qui croit en la toute-puissance de la croissance économique, et l'autre qui insiste sur la nécessité de concevoir des politiques favorables aux pauvres.

Les faits démontrent que, globalement, les progrès effectués vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas été favorables aux pauvres. Pour résumer d'une phrase l'ensemble des données collectées à ce sujet, on peut dire que les progrès réalisés depuis 1990 auraient dû être deux fois plus rapides pour que le monde puisse atteindre ces objectifs à l'horizon 2015. Dans le domaine de l'éducation de base, les progrès ont même été particulièrement décourageants.

De plus, l'essentiel des progrès réalisés n'ont pas concerné les personnes très pauvres qui en ont le plus besoin. En effet, les renseignements collectés démontrent que les personnes les plus pauvres ont peu bénéficié des progrès réalisés en matière de santé, d'éducation et d'alimentation. Quels que soient les instruments de mesure choisis, il est de plus en plus difficile de nier que les disparités s'accroissent dans la plupart des pays.

Pourtant, le modèle économique dominant accorde peu d'importance aux inégalités et soutient que la croissance profite à tous. Mais affirmer que la « croissance est bonne pour les pauvres » est hors de propos. La question n'est pas de savoir si les pauvres se porteraient mieux sans croissance, elle est de savoir si la croissance produit la réduction de la pauvreté humaine la plus radicale et durable.

L'histoire montre que ce n'est pas le cas. L'une des principales leçons que nous enseigne la lutte en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes est qu'il faut se garder de supposer que ce qui fonctionne pour les hommes profitera automatiquement aux femmes. Cette leçon s'applique également à la supposition selon laquelle les pauvres bénéficieront de manière équitable de la croissance globale.

Le débat sur la pauvreté n'est pas clos. Les différences entre les choix et options politiques n'ont pas disparu, en particulier dans les domaines de la création d'emplois, de la fiscalité, de l'investissement public, des réformes du commerce et de la libéralisation du secteur financier.

La plupart des économistes sont réticents à l'admettre, mais ils ne comprennent que partiellement les causes de la croissance économique rapide, sans parler de ce qui en fait une croissance favorable aux pauvres. Notre connaissance des aspects importants de la croissance et de la répartition des ressources n'est, au mieux, qu'à la hauteur de notre ignorance de ces aspects.

La sagesse populaire recommande souvent de rejeter les solutions uniformisées qui envahissent l'espace politique national et empêchent toute approche personnalisée des problèmes. Mais les solutions viables sont toujours des solutions élaborées à l'échelle nationale et en fonction du contexte. Elles dépendent en outre de la mise en place d'un nouveau partenariat entre pays développés et en développement et entre personnes riches et pauvres.

Actuellement, ce partenariat repose sur une stratégie de transfert d'argent – centrée sur l'aide internationale et nationale. Il est temps de passer à une stratégie de transfert des idées. Cela nécessitera un effort d'imagination prodigieux.

Tant que les pays développés et les personnes les plus riches n'auront pas la capacité ou la volonté de faire évoluer leurs théories, leurs perceptions et leurs convictions, il demeurera difficile d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. L'une des qualités qui fait défaut aux partenaires les plus nantis est la capacité et la volonté d'être à l'écoute.

Continuer à appliquer les recettes classiques et se lamenter sur la faible mise en œuvre des objectifs n'aboutira qu'à faire gonfler le flot des promesses non tenues.

Référence bibliographique :

Jan Vandemoortele, "The MDGs and pro-poor policies: related but not synonymous", Centre international pour l'action en faveur des pauvres, Document de travail n° 3, Brasília: PNUD, 2004.

Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

www.undp-povertycentre.org